

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 31/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PREVAL HD UIOM

Les Petits Planchants
8 Rode Georges Pompidou
BP 235
25300 Pontarlier

Références : UID257090/SPR/LT/SB 2024 - 0131D
Code AIOT : 0005900530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 janvier 2024 dans l'établissement PREVAL HD UIOM implanté 2 Rue des Tourbières 25304 PONTARLIER CEDEX BP 235 25300 Pontarlier. L'inspection a été annoncée le 12/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite porte principalement sur le périmètre du centre de tri et l'unité de broyage. Ces installations ont été autorisées et sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2014.

Le thème du contrôle est la prévention et l'intervention contre le risque incendie. En effet, il s'agit de l'enjeu principal de cette activité où les retours d'expérience en terme d'accidentologie sont nombreux (cf. <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/synthese/accidentologie-du-secteur-des-dechets/>). L'évolution d'occurrence d'accidents ces dernières années a par ailleurs fondé le renforcement des prescriptions en matière de prévention incendie avec un focus sur les batteries au lithium (cf. arrêté ministériel du 22 décembre 2023 applicable aux rubriques ICPE n°2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 et arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement). Ces prescriptions sont applicables aux installations existantes selon un calendrier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREVAL HD UIOM
- 2 Rue des Tourbières 25304 PONTARLIER CEDEX BP 235 25300 Pontarlier
- Code AIOT : 0005900530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat mixte PREVAL Haut-Doubs (anciennement SMETOM HD) exploite sur la commune de Pontarlier au sein du valopôle :

- une unité de valorisation énergétique (UVE) constituée d'une ligne d'incinération d'une capacité annuelle de 37500 tonnes de déchets ménagers ;
- un centre de tri de déchets des emballages recyclables et papiers issus de la collecte sélective ;
- une unité de broyage de bois et d'encombrants des déchetteries.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais ⁽¹⁾
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.2	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Entretien des moyens d'intervention et de prévention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.3.6	Sans objet
3	Protection du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.6	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.3	Sans objet
6	Exercice contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

Le plan des zones à risques identifiant explicitement chaque typologie de risque (incendie, explosion, toxique) est à construire à l'aide des études de dangers, Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), ...

La vérification des systèmes de détection incendie est incomplète (11 détecteurs au niveau des déchets d'encombrants non vérifiés). Une action de maintenance préventive est attendue dans un délai maximum de 3 mois.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement.

Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

Observations :

En lien avec le plan des zones à risques à définir, l'exploitant doit statuer sur le risque incendie du stockage (intérieur et extérieur) des balles d'ordures ménagères. Si ces déchets ne sont pas susceptibles de brûler, la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement devra être réalisé pour justifier leur qualification comme incombustible. Pour information, la consultation de la base ARIA recense des incendies sur ces stockages en balles. Aussi, l'inspection invite l'exploitant à planifier la couverture de ces zones d'une détection incendie pour une intervention précoce et ainsi limiter le sinistre.

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection les documents justifiant de la mise à la terre des équipements ainsi que la vérification du système de désenfumage à fréquence annuelle.

Il convient que l'exploitant élabore son futur plan de maintenance pour les équipements de détection qui seront déployés sur le broyeur et la presse à balles en relation avec les recommandations constructeur.

Nonobstant des volumes de déchets importants, il convient que l'exploitant respecte la périodicité des opérations de maintenance préventive.

Il convient que l'exploitant programme un exercice périodique sur le périmètre du centre de tri et un second sur le périmètre de l'UVE, cet exercice mettant en œuvre (ou simulations) les moyens de secours, d'intervention et de mise en sécurité du site (électrique, gaz, eau...).

En effet, le personnel de l'une des deux activités n'est pas mobilisé systématiquement.

Une vérification plus rapprochée des poteaux incendie est à planifier. Une fréquence annuelle reste une bonne pratique avec une vérification en simultané des caractéristiques des deux poteaux. Le dernier rapport de vérification des Dispositifs d'Evacuation Naturelle de Fumée et de Chaleur (DENFC) sera tenue à disposition de l'inspection.

Concernant les volumes de rétention et dans le cadre de la mise en place de l'extinction automatique à eau, le porter à connaissance en application de l'article R181-46 du CE devra en référence au guide D9a « *dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction* » évaluer la différence de capacité de volume de rétention à mobiliser par rapport à la situation existante, le cas échéant mettre en place des dispositifs de rétention supplémentaire.

Périmètre IED : D'après les chiffres indiquées par l'exploitant, 80 % des matières broyées de l'unité « broyage » sont transférées pour valorisation vers l'UVE. Ce volume représente environ 15% des matières entrantes dans l'UVE. Aussi, l'unité de broyage est à inclure dans le périmètre IED de l'établissement comme installation connexe. L'exploitant restera vigilant à d'éventuelle MTD applicable à cette unité lors du futur réexamen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques (incendie, explosion)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées, ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, Soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des zones à risques est intégré dans le document plus général intitulé « classeur pompier ».</p> <p>Non-conformité : Les zones à risques ne sont pas identifiées explicitement selon leur typologie (incendie, explosion, toxique). En effet, seuls les volumes par type de stockage sont référencés. L'opérateur s'est engagé pour une mise à jour au plus tard pour juin 2024.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit créer le plan des zones à risques à l'aide d'une étude bibliographique à l'appui de ses études de dangers, son document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) est en cours de consolidation.</p> <p>Les armoires électriques sont des zones à étudier : le local TGBT (Tableau Général Basse Tension) du centre de tri (dont les condensateurs) est d'ores et déjà équipé d'une détection incendie et d'une extinction automatique sèche en cours de mise en service.</p> <p>En page 41 du classeur, il est recensé un total de 900 balles d'ordures ménagères (OM) en extérieur et 600 balles dans le hall mâchefers soit un total de 1500 balles sur le Valopole. Ces volumes sont autorisés par l'article 2 de l'AP du 20/06/2006. L'opérateur a indiqué que ces stockages étaient des zones à risques d'incendie.</p> <p>En effet à l'appui de la base ARIA, l'inspection recense plusieurs accidents/incidents sur des stockages de déchets en balles (ARIA n°43115, 5113, 60999).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : <i>« Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques en vigueur. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les éléments justifiant que ces installations électriques sont réalisées conformément au décret du 14 nombre 1988 susvisé, entretenues en bon état et vérifiées. »</i>
Constats : La dernière vérification des installations électriques par l'organisme APAVE a été réalisée le 15 décembre 2023. Le rapport du 8 décembre 2022 suite à la vérification du 30 novembre 2022 (Q18) conclut « l'installation électrique ne peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ». Le rapport du 15 décembre 2023 suite à la dernière vérification recense 2 préconisations. Le certificat Q18 conclut également à l'absence de risque incendie. De plus, un contrôle par thermographie infrarouge a été effectuée le 2 novembre 2023. Une anomalie de priorité 2 a été recensée. L'opérateur a déclaré que cette anomalie est reportée dans le plan d'actions de maintenance. Il tiendra à disposition de l'inspection la traçabilité de cette correction. Concernant la mise à la terre des équipements (permettant de contrôler les charges électrostatiques) et distincte du paratonnerre, les rapports de vérification ne précisent pas la conformité explicitement. L'opérateur a déclaré : - des tests d'équipotentialité sont réalisés lors des vérifications. En cas d'anomalies, lors du contrôle, une observation peut être émise ou une action corrective réalisée avec l'électricien présent. - lors de mise en service, ce contrôle fait partie du dossier d'ouvrages exécutés (DOE).
Observations : L'inspection reste dans l'attente de compléments pour justifier la mise à la terre des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : <i>« Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Hormis le volume de rétention prévu à l'article 4.3.4 du présent arrêté, le site devra disposer d'une capacité de rétention destinée à recueillir notamment les eaux d'extinction d'un volume minimal de 540 m³. »</i>
Constats : Le plan des réseaux d'eaux dans sa version du 30/11/2023 produit par l'entreprise VERMOT TP indique la présence de deux tubosiders (tuyaux de grandes dimensions), d'une capacité de 120 m ³ pour l'un et 540 m ³ pour le second. La mise en eau de ces équipements est réalisée par la manœuvre de deux vannes. L'inspection, en visite, a pu observer la consigne affichée à proximité et la clef de manœuvre. Faute d'outils à proximité (pied de biche par exemple) pour soulever la bouche, le test de fermeture de la vanne n'a pu être réalisé.
Observations : Il convient que l'exploitant dispose à proximité d'un outil d'ouverture des bouches d'accès. Considérant le nombre de bouches, une signalisation pérenne des deux vannes est à réaliser. De même, un marquage au sol pour éviter tout stationnement au droit est à réaliser. La manœuvre des vannes est à tester périodiquement et à intégrer dans les exercices de défense contre l'incendie. Par ailleurs, concernant les volumes de rétention, l'exploitant a présenté son projet d'installation d'extinction manuelle et automatique à eau sur le centre de tri et le bâtiment « broyage ». En référence au guide D9a « <i>dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction</i> », l'exploitant devra évaluer la différence de capacité de rétention à mobiliser par rapport à la situation existante, sans extinction automatique, en incluant la réserve supplémentaire de 480 m ³ . Ce rendu est à intégrer au porter à connaissance en application de l'article R181-46 en cours de finalisation sur la modernisation du Valopole.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de détection et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle
Prescription contrôlée : <i>« [...] Chaque entrée de cellule du bâtiment doit être défendue par un dispositif de défense incendie (poteau ou réserve) situé à moins de 100 mètres. Ces dispositifs de défense incendie doivent également être distants entre eux de 150 mètres maximum. Ces distances sont mesurées en empruntant les voies accessibles en tous temps aux moyens de secours. Les hydrants et réserves doivent se trouver hors de la zone des 3 kW/m² définie par le scénario</i>

majorant de l'étude des dangers présenté dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- extincteurs mobiles en nombre suffisant et de classes adaptées aux feux à combattre ;
- deux poteaux incendie normalisés (NFS 61-213), pouvant fournir chacun et simultanément un débit de 1000 l/mn sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures. Ils devront être implantés conformément à la norme NFS 62-200 ;
- une réserve incendie à l'intérieur du site d'une capacité de 240 m³ ;
- extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- systèmes d'alarmes fumée et incendie ;
- robinets d'incendie armés dont au minimum 4 répartis dans le bâtiment de tri, 2 dans le bâtiment broyage, 1 dans le local de stockage des bacs et composteurs ;
- systèmes de détections automatiques de fumée et d'incendie au minimum au niveau des zones de la chaîne de tri, de la zone de stockage des produits entrants et de celles des produits conditionnés en balles et du local TGBT avec transmission automatique des alarmes à l'exploitant ; [...] »

Constats :

L'exploitant dispose des moyens suivants :

- deux poteaux localisés le premier proche du bâtiment « mâchefers » (angle nord ouest), le second au droit du hall déchargement de l'UVE ;
- deux hydrants (poteaux non sous-pression) reliés à la réserve d'eau incendie d'un volume de 240 m³ au droit de l'unité de broyage dans la cour ;
- d'extincteurs et Robinets d'Incendie Armés (RIA) répartis sur l'ensemble du site ;
- de systèmes d'alarme incendie ;
- de système de détection incendie avec centrale de surveillance ;
- du classeur pompier avec plans des locaux.

L'exploitant est en cours de déploiement d'un système d'extinction automatique à eau dans le bâtiment centre de tri et le bâtiment broyage relié à une nouvelle réserve ainsi qu'une extinction automatique de type sec dans le local TGBT. Des systèmes de détection seront également installés au plus près des zones à risques d'incendie sur le broyeur et la presse à balle : détection par thermographie, détection incendie et étincelle sur le broyeur.

La visite a permis de constater la présence de détecteurs dans le centre de tri, l'unité de broyage, le local TGBT. Toutefois, la question est posée sur les deux zones de stockages des balles d'ordures ménagères (intérieur dans le bâtiment mâchefers et extérieur). Ces deux zones ne sont pas couvertes par un système de détection fumée ou équivalent. Des rondes sont réalisées mais leur efficacité reste faible pour une détection précoce afin de limiter l'étendue du sinistre.

La question se pose de l'interprétation de la prescription « produits conditionnés en balles » : balles issues du centre de tri et/ou des OM ? ces deux types de déchets sont toutefois à considérer comme combustibles.

Observations :

Conformément au constat du point n°1, le plan des locaux identifiant explicitement les risques est à produire.

Le système de détection incendie doit être implanté en adéquation avec les zones à risques

identifiées. L'inspection recommande la couverture des zones de stockages d'OM en balles d'une détection incendie sauf si ces balles sont considérées comme incombustibles. Une détection précoce couplée à des équipes entraînées permet de limiter l'étendue du sinistre. Pour cela, la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement devra être réalisée pour leur qualification comme incombustibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention et de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre le risque incendie

Prescription contrôlée :

« Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] »

Constats :

Détection incendie :

La détection incendie (centrale+détecteurs) fait l'objet d'une maintenance préventive à fréquence semestrielle par la société SIEMENS : dernières visites le 22/05/2023 et 19/12/2023.

Lors de l'intervention du 19 décembre 2023, le rapport mentionne que 11 détecteurs n'ont pu être contrôlés dans la zone broyage en raison d'un grand nombre de déchets.

Cet écart, où l'ensemble des détecteurs n'a pu être contrôlé, a déjà été mentionné lors des visites précédentes.

Extinction automatique : en cours d'installation centre de tri, broyage et local TGBT

Poteaux incendie : lors de dernière vérification le 8 novembre 2021 des deux poteaux (rapport transmis par courriel du 23 janvier 2024), les mesures font état d'un débit supérieur à 60 m3/h sous une pression supérieure à un bar

RIA : le rapport a été produit suite à la visite du 8 janvier 2024. Si les actions correctives ne sont pas réalisées lors du contrôle, l'opérateur propose un devis à l'opérateur pour engagement ultérieur.

L'inspection a fait réaliser le test du RIA n°5 au hall « stockages balles ». Ce test a pas appelé d'observations. Les RIA, reliés actuellement au réseau AEP, seront raccordés à la nouvelle réserve d'eau.

Extincteurs : vérification à fréquence annuelle le 22/12/2022 et 8/01/2024 par DESAUTEL avec actions de maintenance corrective au cours de la vérification ou devis si actions conséquentes

Désenfumage : L'opérateur a déclaré que le bureau de contrôle était intervenu en décembre 2023 et les rapports non encore produits. Toutefois, l'inspection a pu relever en visite sur des deux coffrets de commande de désenfumage (hall broyage et hall centre de tri côté balles) que le dernier contrôle était en 12/2022.

Non-conformité : la vérification des systèmes de détection est incomplète (11 détecteurs au niveau des déchets d'encombrants non vérifiés). Une action de maintenance préventive est attendue dans un délai maximum de 3 mois.

<p>Observations :</p> <p>Les rapports de vérification du système de désenfumage sont à transmettre pour justifier de leur vérification annuelle et complète avec actions correctives effectives.</p> <p>Une vérification plus rapprochée des poteaux incendie est à planifier. Une fréquence annuelle reste une bonne pratique. De plus, la vérification doit permettre de vérifier la prescription de l'article 7.5.3 de l'AP qui dispose « <i>pouvant fournir chacun et simultanément un débit de 1000 l/mn sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures</i> ».</p> <p>Il convient que l'exploitant élabore son futur plan de maintenance pour les équipements de détection déployés sur le broyeur et presse à balles en relation avec les recommandations constructeur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exercice contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2014, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] <i>Des exercices de lutte contre l'incendie sont programmés périodiquement en accord avec Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours. [...]</i> »</p>
<p>Constats :</p> <p>Des exercices sur le centre de tri ont été réalisés en 2021 (un global et deux ponctuels) et le dernier le 17 mars 2023. Des compte-rendus avec bilan conclusif sont formalisés à l'issue de ces exercices, le cas échéant avec plans d'actions.</p> <p>Sur le périmètre UVE, des tests de situations d'urgence avec utilisation des RIA sont réalisés au nombre de 40 sur l'année 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à programmer un exercice périodique sur le périmètre du centre de tri et un second sur le périmètre de l'UVE, cet exercice mettant en œuvre (et/ou simulations) les moyens de secours, d'intervention et de mise en sécurité du site (électrique, gaz, eau...).</p> <p>En effet, le personnel de l'une des deux activités n'est pas mobilisé systématiquement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite